

Nuclear Banks, No Thanks !

Briefing
Juillet 2010

Contact

Yann Louvel
Chargé de campagne Finance privée
Tél : 33 (0)1 48 51 18 92
Fax : 33 (0)1 48 51 95 12
yann.louvel@amisdelaterre.org

Par BankTrack

Traduction Yann Louvel et
Marie-Christine Gamberini,
Les Amis de la Terre, France



Introduction

L'énergie nucléaire n'est pas seulement la forme la plus dangereuse et la plus controversée de production d'électricité, c'est aussi la plus chère. Pour lever les milliards d'euros de fonds nécessaires à la construction d'un seul réacteur nucléaire, les « géants » de l'énergie dépendent donc énormément des banques et des autres acteurs financiers.

On savait jusqu'ici peu de choses de l'implication des banques dans le secteur nucléaire. Si les grandes banques internationales fournissent volontiers des chiffres sur leurs investissements annuels dans les énergies renouvelables, elles préfèrent garder le silence sur les milliards d'euros qu'elles investissent dans l'énergie nucléaire. La plupart de ces financements étant indirects – sous forme de prêts et d'obligations d'entreprises – les banques ont réussi pour la plupart à rester discrètes sur ce point vis-à-vis du grand public.

C'est pourquoi BankTrack, Greenpeace International et des ONG allemande (Urgewald), française (Les Amis de la Terre), autrichienne (Antiatom Szene), néerlandaise (WISE) et italienne (Campagna per la Riforma della Banca Mondiale) ont commandité une enquête afin de révéler les financements du nucléaire. Un résumé reprend les résultats de cette étude et pose les bases d'une grande campagne internationale pour mettre un terme au financement de l'énergie nucléaire.

On trouvera dans la présente synthèse en français les principaux points évoqués dans le résumé en anglais. L'accent y est mis sur l'implication des banques françaises dans l'industrie nucléaire.

Le rapport « *Nuclear Banks, No Thanks !* » révèle les investissements nucléaires de plus de 100 banques internationales à travers le monde et fournit la liste des 20 principales institutions financières qui font tourner l'industrie nucléaire.

Avec le site Internet www.nuclearbanks.org (uniquement en anglais pour le moment), ce rapport permet aux citoyens, aux ONG, aux investisseurs et aux entreprises d'évaluer le degré de « radioactivité » de leur banque et de choisir ainsi en toute connaissance de cause la banque à qui ils souhaitent confier leur argent.

Vous trouverez dans la traduction française du briefing anglais la méthodologie de l'étude, la présentation des principaux résultats, les raisons pour lesquelles les banques ne doivent pas financer le nucléaire, et enfin le profil des trois banques françaises analysées ainsi qu'une description de quatre projets nucléaires controversés à travers le monde.

Méthodologie et périmètre de l'étude

Nous avons demandé à Profundo, consultant indépendant basé aux Pays-Bas, de mener cette étude. Elle couvre le financement du secteur nucléaire pour la période 2000-2009.

Les banques ne publiant pas d'informations publiques sur le financement de projets ou d'entreprises spécifiques, nous avons dû travailler à l'envers, en partant des bénéficiaires de leurs activités. Nous avons ainsi sélectionné un échantillon représentatif de 80 entreprises du secteur de l'énergie nucléaire (allant des mines d'uranium et de la fabrication du combustible à la construction du réacteur, à son exploitation et à la gestion des déchets nucléaires) présentes sur les six continents.

Profundo a analysé les rapports annuels de ces entreprises, les documents déposés auprès des autorités de régulation et d'autres publications, telles les archives de magazines spécialisés sur le commerce et la presse financière, ainsi que les bases de données financières spécialisées (Thomson ONE et Bloomberg) pour retracer des transactions financières entre ces entreprises et les banques retenues.

Les transactions financières analysées incluent : l'émission d'actions et d'obligations ; la détention d'actions et d'obligations ; les prêts généraux d'entreprise ; les financements de projets ; les crédits revolving et les autres produits financiers.

Lorsque nous avons trouvé des prêts ou des émissions d'obligations syndiquées où plusieurs banques participent à une seule transaction sans que l'on ait de détails sur leurs participations respectives à cette transaction, Profundo a divisé la somme entre les banques participantes, en supposant une répartition égale entre chaque groupe. Même si cela ne reflète pas la réelle division du financement, cette méthode offre au moins une estimation réaliste de l'implication de chaque banque.

Nous avons également dû nous organiser pour traiter des financements des entreprises qui (comme les compagnies d'électricité) ne sont pas exclusivement impliquées dans le secteur nucléaire. Pour cela, nous nous sommes basés sur le calcul des « actifs nucléaires » de l'entreprise par rapport à ses actifs totaux. Cette « valeur nucléaire » dépend bien sûr de la nature du financement (lié à un projet ou général). Quand le financement est dédié à un projet nucléaire, la « valeur nucléaire » appliquée est 100 %. Quand le financement est général, la « valeur nucléaire » correspond au poids relatif des activités liées au nucléaire de l'entreprise dans l'ensemble de ses activités.

Il est important de noter que notre étude ne montre qu'une partie de la réalité. Elle ne couvre pas toutes les entreprises liées au secteur nucléaire dans le monde, et même pour les 80 entreprises analysées, il est probable que certaines transactions n'aient pas été prises en compte. En réalité, toutes les banques identifiées fournissent sans doute des sommes bien plus élevées au secteur nucléaire, et il est probable que d'autres banques « radioactives » n'ont pas été identifiées.

Nos résultats n'en fournissent pas moins la première analyse quantitative et représentative du soutien des banques au secteur nucléaire. Ils révèlent quelles banques jouent un rôle clé dans le financement de l'industrie nucléaire et permettent aux citoyens de comparer l'implication des différentes banques dans ce secteur. Ils signalent également aux banques que les ONG surveillent de près leurs activités dans ce domaine. Les résultats complets de l'étude en anglais, incluant la liste détaillée des transactions, sont en ligne sur le site Internet (en anglais également) www.nuclearbanks.org.

Principaux résultats

Au total, 867 transactions ont été identifiées, impliquant 124 banques commerciales. La « valeur nucléaire » totale des financements assurés par ces banques de 2000 à 2009 s'élève à plus de 175 milliards d'euros.

Type	Nombre de transactions	Valeur nucléaire (en millions d'euros)
Emission d'obligations	595	92 188
Prêts généraux d'entreprise	134	66 281
Emission d'actions	45	6 763
Participation	29	4350
Financement de projet	15	2 189
Crédit renouvelable	6	1 278
Détention d'obligations	16	401
Autres	27	3 044
TOTAL	867	176494

Répartition par type d'implication et par valeur des transactions identifiées entre les banques et les entreprises nucléaires

Les résultats montrent que le financement de projets joue un rôle marginal pour l'industrie nucléaire, avec moins de 1 % du montant total. A l'exception notable du réacteur nucléaire de Cernavoda 2 en Roumanie, ce type de financement est presque exclusivement lié à de plus petits projets (principalement extraction et traitement de l'uranium).

La majorité des financements nucléaires sont réalisés sous la forme d'émissions d'obligations et de prêts généraux d'entreprise. Pris ensemble, ils couvrent ainsi 90 % des investissements identifiés. S'il est vrai que les prêts généraux d'entreprise ou les obligations ne peuvent être directement affectés à des projets spécifiques, ils n'en constituent pas moins la voie principale par laquelle l'industrie nucléaire lève les capitaux dont elle a besoin pour ses investissements. Il est donc grand temps que les banques soient tenues pour responsables de ces services financiers.

Si un financement est fourni à une entreprise dont les activités sont principalement dans le secteur nucléaire, une part importante de cet argent a de fortes probabilités d'être investie dans ce secteur. Parfois, quand les plans d'investissements futurs d'une entreprise sont publiés – comme ce fut le cas de la compagnie slovaque Slovenske Elektrane – il est même possible d'estimer quelle proportion d'un financement est destinée au nucléaire.

En ce qui concerne les prêts généraux d'entreprise, le capital de la banque peut être mis en jeu si l'investissement en question de la compagnie se révèle être un échec. Avec l'émission d'actions et d'obligations, en revanche, les banques se protègent de tout risque financier. Au lieu d'investir leur propre capital, elles agissent en effet comme de simples médiateurs permettant aux entreprises de trouver les investisseurs prêts à acheter des actions et obligations d'entreprises. En tant que catalyseurs pour ces transactions, les banques doivent cependant être tenues responsables des sommes importantes d'argent qu'elles aident mobiliser pour l'industrie nucléaire.

Notre étude montre que les 10 banques les plus « nucléarisées » sont : BNP Paribas (France), Barclays (UK), Citibank (USA), Société Générale (France), Crédit Agricole (France), Royal Bank of Scotland (UK), Deutsche Bank (Allemagne), HSBC (UK), JP Morgan (USA), et Bank of China. Ensemble, ces dix banques ont fourni 95 milliards d'euros de financement à l'industrie nucléaire entre 2002 et 2009, soit plus de la moitié du montant total identifié dans notre enquête.

Banque	Financement nucléaire (en millions d'euros)
BNP Paribas	13 502
Barclays	11 463
Citi	11 413
Société Générale	9 750
Crédit Agricole	9 179
Royal Bank of Scotland	8 576
Deutsche Bank	7 842
HSBC	7 578
JP Morgan Chase	6 721
Bank of China	6 011

Classement des dix banques les plus impliquées dans l'industrie nucléaire de 2000 à 2009

L'énergie nucléaire est chère

Dans les années cinquante, on nous promettait que l'énergie nucléaire serait « trop bon marché pour qu'on installe des compteurs ». C'est une des pires impostures de tous les temps. L'énergie nucléaire est incroyablement chère – et, presque toujours, c'est le contribuable qui finit par supporter tous les risques – en plus des coûts.

Ainsi, une étude des années 80 sur 75 des 104 réacteurs nucléaires des Etats-Unis a démontré que les coûts prévisionnels de leur construction, évalués à 45 milliards de dollars (34 milliards d'euros), ont en fait fini par s'élever à 145 milliards de dollars – plus de trois fois les estimations initiales. En 2005, une évaluation analogue a montré qu'en Inde, les coûts réels des 10 derniers réacteurs ont été, en moyenne, de plus de 300 % supérieurs à ceux initialement prévus.

Les coûts des projets nucléaires continuent d'échapper à tout contrôle. Les premiers calculs du prix de la nouvelle génération de réacteurs nucléaires ont été réalisés en 2003 (par exemple par le MIT et l'Agence Internationale de l'Energie). Depuis, les coûts estimés pour les investissements ont triplé, passant de 2 milliards d'euros à une fourchette allant de 6 à 8 milliards d'euros par réacteur.

Ces dépassements de budgets ne se retrouvent pas uniquement dans les estimations, mais aussi dans la réalité. En 2002, le parlement finlandais a approuvé la construction d'un réacteur EPR (*European Pressurised Reactor*), considérant qu'il s'agissait d'un investissement plus économique que l'affectation de la même somme aux énergies renouvelables. Le prix initial était de 2,5 milliards d'euros, et le contrat fut signé pour 3 milliards d'euros. Après quatre ans de construction, le coût a déjà atteint officiellement la somme de 5,5 milliards d'euros, et l'achèvement du projet a été repoussé de plusieurs années.

Le bilan économique calamiteux de l'énergie nucléaire constitue une des raisons principales qui amènent la plupart des banques multilatérales de développement, Banque Mondiale comprise, à refuser de s'engager dans le secteur nucléaire.

Pourquoi les banques ne doivent pas financer le nucléaire

La plupart des banques internationales ont pris des engagements pour le développement durable et la responsabilité sociale. Le cycle entier du nucléaire est pourtant en contradiction flagrante avec les principes du développement durable et les notions basiques de la responsabilité sociale. La contamination radioactive qui a lieu tous les jours tout au long de la chaîne, de l'extraction de l'uranium au traitement du combustible, et de l'exploitation des réacteurs à l'impossible « gestion » des déchets nucléaires en atteste.

Un accident majeur sur un réacteur de 1 000 MW, dû à un dysfonctionnement technique ou une erreur humaine, peut affecter durablement des millions de personnes, causant des milliers de morts rapides et nécessitant l'évacuation en partie définitive de territoires grands comme la Belgique. Tous les réacteurs nucléaires produisent en grande quantité des substances radioactives mortelles, et le « combustible usagé » reste dangereux pour des millénaires. Il n'existe aucune solution sûre pour stocker des déchets nucléaires.

L'énergie atomique et les armes atomiques ou radiologiques vont de pair. Les matériaux et technologies employés pour l'électronucléaire peuvent facilement être détournés par des gouvernements, des militaires ou des groupes terroristes pour fabriquer des armes dévastatrices. L'industrie nucléaire tente depuis longtemps de convaincre le public et les décideurs que malgré ses inconvénients, l'énergie nucléaire est nécessaire pour faire face à la crise climatique. Les industriels assurent avoir appris des erreurs passées, et pouvoir fournir une source d'énergie propre, sûre et peu chère. Rien de cela n'est vrai.

Le scénario 2008 de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) montre clairement que même si 1 300 nouveaux réacteurs étaient construits dans le monde et que l'électricité ainsi produite quadruplait d'ici à 2050, les émissions de gaz à effet de serre ne diminueraient que de moins de 4 %. Vu les longues périodes requises pour leur planification et leur construction, ces réacteurs arriveraient bien trop tard pour contribuer aux impératifs de lutte contre les changements climatiques, les émissions de gaz à effet de serre devant diminuer drastiquement dès avant 2020 pour éviter le chaos climatique.

La mise en œuvre du scénario de l'AIE exigerait 10 000 milliards de dollars pour la construction des réacteurs, augmenterait de façon colossale la quantité de déchets radioactifs que nous laisserons aux générations futures, et multiplierait les risques de prolifération (un seul réacteur produit plusieurs centaines de kilos de plutonium par an – de quoi fabriquer des dizaines de bombes atomiques !).

Les investissements dans le nucléaire sapent les efforts de protection du climat, en détournant des capitaux requis d'urgence pour le financement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

De plus, l'énergie nucléaire crée en réalité souvent une insécurité énergétique. Ainsi, sur les 130 réacteurs nucléaires états-uniens, un tiers ont été arrêtés plus d'un an, dont 7 pendant plus de deux ans. En 2007, la plus grande centrale nucléaire du monde, Kashiwazaki-Kariwa au Japon, a dû être arrêtée plus de deux ans suite à un tremblement de terre. Et seuls deux de ses sept réacteurs ont été remis en service depuis.

Le recours à l'électricité nucléaire crée également une dépendance envers les fournisseurs d'uranium, soit une petite poignée d'Etats. Sept pays fournissent en effet 90 % de la production mondiale : le Canada, l'Australie, la Russie, le Niger, la Namibie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. La production de combustible nucléaire est quant à elle assurée par seulement six pays dans le monde. Et pas un seul Etat n'a pu proposer à ce jour de solutions fiables pour le stockage ultime des déchets nucléaires. L'industrie nucléaire ne semble toutefois guère ébranlée par ces constatations. Se bornant à lutter pour sa survie, elle pousse à la construction de dizaines de réacteurs supplémentaires dans les années qui viennent.

Nous avons la conviction qu'il faut mettre un terme à tout cela pour protéger notre santé et celle de nos enfants, notre sécurité, et pour garantir la mise en œuvre de réelles solutions énergétiques pour faire face au changement climatique.

LES BANQUES DE DEVELOPPEMENT MULTILATERAL ET LE NUCLEAIRE

« Les réacteurs nucléaires ne sont pas économiques car leurs coûts actuels et prévus n'en font pas les options les moins onéreuses. Il apparaît aussi que les coûts souvent cités par les constructeurs sont substantiellement sous-estimés et ne prennent presque jamais en compte le traitement des déchets, le démantèlement et les autres impacts sur l'environnement. De plus, le surdimensionnement de nombreux réacteurs nucléaires par rapport à l'équipement des pays du Sud risque d'entraîner une surcapacité notable si la demande n'augmente pas comme prévu dans ces pays. Une stratégie d'investissement dans le nucléaire manque ainsi de flexibilité pour s'adapter aux changements éventuels. Les coûts élevés exigeraient de fortes augmentations des tarifs et pourraient menacer la viabilité financière du système si l'énergie nucléaire représentait une part importante du total ».

« Le bilan économique est limpide : dans les structures de coûts actuelles, la Banque Mondiale ne saurait financer de nouveaux réacteurs car ils ne sont pas rentables. »

« La question environnementale majeure est de savoir si les centrales nucléaires (production du combustible, systèmes de refroidissement et gestion des déchets inclus) peuvent être exploitées dans le respect de limites de sûreté acceptables exprimées principalement en termes de quantités de rejets radioactifs. Il existe des divergences de vues majeures quant à ce qui est acceptable en matière de coûts et de probabilités d'accidents, surtout pour ceux de nature catastrophique. »

(Banque Mondiale, 1999, *Environmental Assessment Sourcebook*, Chapitre 10 : Energie et Industrie).

« (...) le développement de l'énergie nucléaire est confronté à quantité d'obstacles, dont la crainte du public à l'égard de la prolifération nucléaire, la gestion des déchets radioactifs, les questions de sûreté, les coûts d'investissement élevés, la longueur des délais de livraison, et l'acceptabilité commerciale de nouvelles technologies. (...) Au vu des inquiétudes liées aux limitations des approvisionnements, à la disponibilité de financements bilatéraux, aux risques de prolifération, à la disponibilité de combustible, et les préoccupations environnementales et de sûreté, l'ADB maintiendra sa politique actuelle de non implication dans le financement de centrales électronucléaires ».

(Politique énergétique, Banque Asiatique de Développement, 2009)

Profils des banques françaises

PROFIL DE BNP PARIBAS

Avec des investissements dans le nucléaire de 13,5 milliards d'euros, BNP Paribas est la banque n°1 du nucléaire dans le monde. Plus du tiers de cette somme (5 milliards d'euros) a été octroyé à EDF – le plus grand opérateur nucléaire au monde, détenu à 87 % par l'Etat français. BNP Paribas est le troisième principal financeur d'EDF après le Crédit Agricole (6,7 milliards d'euros) et la Société Générale (6 milliards d'euros).

Les autres clients majeurs de BNP Paribas sont AREVA, l'entreprise allemande E.ON (dont le portefeuille énergétique est à 25 % nucléaire), la compagnie belge Electrabel et la compagnie japonaise TEPCO. BNP Paribas est la seule banque occidentale ayant fourni un prêt au projet extrêmement controversé de Belene, en Bulgarie. BNP Paribas est également considérée comme une cible potentielle pour de nouveaux financements de projets nucléaires au Brésil et en Inde.

PROFIL DE LA SOCIETE GENERALE

La Société Générale est impliquée à hauteur de près de 10 milliards d'euros dans l'industrie nucléaire, et arrive quatrième dans le classement international des banques « radioactives ». Ses principaux clients sont les géants français du secteur, EDF et AREVA, mais aussi des étrangers comme l'allemand E.ON ou le japonais TEPCO.

La Société Générale a été impliquée dans le financement des réacteurs 3 & 4 de la centrale nucléaire de Mochovce en Slovaquie.

PROFIL DU CREDIT AGRICOLE

Le Crédit Agricole se classe cinquième banque internationale la plus impliquée dans le secteur nucléaire, avec plus de 9 milliards d'euros d'engagements dans le secteur. Il est très impliqué dans la filière française et constitue ainsi le premier financeur d'EDF, avec 6,7 milliards d'euros sur la période 2000 - 2009.

Il finance également d'autres géants tels que AREVA, E.ON ou RWE, et a été lui aussi impliqué dans le financement des réacteurs 3 & 4 de la centrale nucléaire de Mochovce en Slovaquie.

Projets controversés

BELENE : ROULETTE RUSSE EN BULGARIE

Les projets pour construire deux réacteurs nucléaires proches de la ville de Belene dans le nord de la Bulgarie ont été élaborés dans les années 80. Dès 1983, les scientifiques soviétiques préviennent pourtant de l'inadaptation de ce site à une centrale nucléaire pour cause de risques sismiques élevés. Le dernier tremblement de terre important dans la région a tué plus de 120 personnes en 1977 et causé la destruction de nombreux bâtiments, à seulement 14 kilomètres du site de Belene. Le projet fut donc abandonné après la chute du régime communiste.

Plus d'une décennie plus tard, le projet a pourtant été relancé et, en 2006, le gouvernement bulgare a accordé le contrat de construction à Atomstroyexport. Le type de réacteur envisagé est un réacteur russe de type AES-92, pour lequel n'existe ni évaluation de sécurité indépendante, ni expérience opérationnelle.

De nombreuses villes autour de Belene se sont opposées au projet. Leurs préoccupations sont soutenues par un des experts nucléaires bulgares les plus reconnus : le Dr. Georgui Kastchiev, qui a été à la tête de l'Autorité de Sûreté Nucléaire bulgare de 1997 à 2001.

D'après le Dr. Kastchiev : « Les problèmes de sûreté auxquels Belene doit faire face sont immenses et concernent des difficultés sur le réacteur lui-même, un manque de personnel qualifié pour la construction, une culture de sécurité de l'entreprise Atomstroyexport et du gouvernement bulgare inadéquate, et l'absence de toute stratégie pour gérer le combustible usé et les déchets radioactifs. Tout ceci doit logiquement nous mener à la conclusion suivante : ce projet ne doit pas continuer. »

En 2006, la campagne contre le projet Belene a pris une tournure internationale quand des banques allemandes, françaises et italiennes ont envisagé de financer la construction des réacteurs. Des dizaines de milliers de mails, des actions devant des agences bancaires à travers l'Europe et des lettres de protestation de clients révoltés ont conduit plus d'une douzaine de banques – parmi lesquelles Deutsche Bank, UniCredit et Commerzbank – à refuser de financer le projet.

MOCHOVCE 3 & 4 EN SLOVAQUIE : UN DESASTRE A VENIR

Les réacteurs 3 et 4 envisagés à la centrale nucléaire de Mochovce, en Slovaquie, sont de style russe des années 70. La construction des deux réacteurs VVER 440/213 a commencé en 1986, avant d'être suspendue en 1992. Le projet a été remis à l'ordre du jour en avril 2006, quand la compagnie italienne ENEL a pris le contrôle de Slovenske Elektrarne (SE), l'entreprise énergétique nationale slovaque. ENEL a aussitôt fait de la construction des réacteurs 3 et 4 de Mochovce l'axe central de son portefeuille d'investissements, avec plus de 85 % de ces investissements des six prochaines années pour ce projet.

Mochovce est un désastre à venir car il est loin des normes actuelles et des meilleures technologies disponibles.

SE a récemment fait des propositions d'améliorations du projet, mais certaines clauses de sécurité ne peuvent plus être appliquées car une bonne partie du travail de génie civil a déjà été effectué. Un des défauts les plus criants de ce projet est l'absence d'enclaustrage de confinement. Cet élément de sécurité élémentaire de tout réacteur nucléaire moderne est destiné à empêcher la fuite d'éléments radioactifs et à protéger contre des événements extérieurs comme la chute d'un avion.

Il existe en outre de nombreux doutes quant à la légalité de l'étude d'impact environnementale de 2009 (EIE) puisqu'elle a été réalisée bien après que les autorisations et autres licences aient été accordées. Il ne s'agit d'ailleurs pas vraiment d'une étude indépendante car DECOM – l'entreprise chargée par le ministère de l'environnement slovaque de vérifier l'EIE – est détenue entièrement par VUJE, le constructeur du projet. Greenpeace Slovaquie a donc entamé des poursuites judiciaires contre SE et le gouvernement slovaque, mais ces dossiers sont toujours en cours d'instruction.

En octobre 2007, SE a contracté un prêt d'entreprise de 800 millions d'euros qu'elle comptait utiliser pour la construction des réacteurs 3 & 4 de Mochovce. Les huit banques ayant participé à ce prêt étaient Erste Bank (Autriche), ING (Pays-Bas), Intesa SanPaolo (Italie), KBC et Dexia (Belgique), Mizuho (Japon), Société Générale et Crédit Agricole (France). Des manifestations publiques importantes (surtout en Autriche et aux Pays-Bas) ont forcé les banques à renégocier la transaction. En avril 2008, elles ont alors spécifié que l'argent octroyé par ce prêt général ne devait pas être employé pour financer la construction de Mochovce.

Dans l'intervalle, ENEL a cependant émis des obligations en Europe et aux Etats-Unis, qui devraient malheureusement être, au moins en partie, utilisées pour financer la construction des réacteurs controversés de la centrale de Mochovce.

ANGRA 3 AU BRESIL : UN REACTEUR OBSOLETE EN TERRAIN FRAGILE

L'un des projets nucléaires les plus en vue cherchant actuellement des financements est celui d'Angra 3, sur la côte de l'Etat de Rio de Janeiro, au Brésil. Angra 3 est un réacteur de 1 350 MW, basé sur un modèle de réacteur dépassé des années 70. Des rapports montrent qu'Angra n'est ni nécessaire ni rentable. Des études sérieuses de 2009 concluent que recourir aux énergies renouvelables au Brésil générerait plus vite une électricité moins chère.

L'idée de construire Angra 3 avait été abandonnée dans les années 80. Elle est aujourd'hui exhumée, non pour répondre à des besoins énergétiques ou économiques, mais du fait d'intérêts géopolitiques stratégiques.

Bien que le Brésil ait signé le Traité de Non Prolifération Nucléaire en 1994, il a refusé de ratifier son Protocole Additionnel et refuse toujours un accès complet de ses installations nucléaires aux inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique. On retrouve maintenant de nombreuses personnes auparavant impliquées dans le programme d'armement nucléaire brésilien (qui s'est officiellement terminé en 1992) massivement impliquées dans Angra 3. La liste inclut par exemple l'amiral Othon Luiz Pinheiro da Silva – le président actuel de l'opérateur d'Angra, Eletronuclear. La récente déclaration du vice-président brésilien Jose Alencar selon qui le Brésil devrait obtenir la bombe nucléaire « pour être mieux respecté dans le monde » confirme que le risque de prolifération reste prégnant.

Il importe aussi de noter que la licence de la construction d'Angra 3 viole les statuts de la Constitution brésilienne, qui spécifie bien que toute construction de réacteur nucléaire doit être approuvée par le Congrès, ce qui n'a jamais été le cas. Le fait que l'indépendance du régulateur national CNEN soit remise en cause – puisque sa filiale INB fournit le combustible nucléaire aux réacteurs d'Angra – est également préoccupant.

En outre, Angra est situé dans une région à risque sismique, où le terrain est instable. La route de secours la plus importante (BR-101) est souvent bloquée par des glissements de terrain et des éboulements, ce qui a été souligné à de nombreuses reprises par les collectivités locales proches du site, sans succès. Ce réacteur serait situé à 130 km à l'est de Rio de Janeiro et à 220 km à l'ouest de Sao Paulo, les deux villes les plus importantes du Brésil. Les conséquences d'un accident majeur seraient donc dramatiques.

Un contrat pour construire ce réacteur et le mettre en route a été signé en 2008 avec AREVA NP, un consortium de l'entreprise d'Etat française AREVA et de l'allemande Siemens. En février 2010, l'agence de crédit à l'exportation allemande Hermes a donné son accord préliminaire pour fournir une garantie de 2,5 milliards d'euros si un prêt syndiqué de banques est octroyé. Angra 3 est désormais analysé par plusieurs banques françaises, parmi lesquelles BNP Paribas et Société Générale. Il est probable que d'autres banques européennes seront invitées à participer à un prêt syndiqué.

JAITAPUR : UN PROBLEME FRANÇAIS – DES REACTEURS POUR L'INDE

Jaitapur, dans l'Etat indien du Maharashtra, est un nouveau projet nucléaire qui ne devrait pas tarder à atterrir sur le bureau des banques européennes. Avec plus de 10 000 MW prévus, il devrait s'agir de la plus grande centrale nucléaire au monde. Dans une première phase, l'entreprise indienne NPCIL (*Nuclear Power Corporation of India Limited*) cherche des financements pour construire deux EPR à

Jaitapur. Cela soulève de sérieuses inquiétudes en matière de sûreté car Jaitapur se situe dans la seule partie des côtes indiennes classée « zone à risque important » de tremblements de terre. Trois failles tectoniques traversent le secteur, et plusieurs séismes ont été enregistrés dans les vingt dernières années. Le plus puissant, en 1999, a atteint la magnitude de 6,3 sur l'échelle de Richter.

La construction en cours des EPR d'Olkiluoto en Finlande et de Flamanville en France a révélé de nombreux problèmes techniques de conception remettant en cause la sûreté de ce réacteur. Des inspections ont également constaté sur les deux sites de graves défauts dans la qualité des composants ainsi que dans les soudures et le gros œuvre. A Olkiluoto par exemple, la STUK (l'autorité de sûreté nucléaire finlandaise) a identifié plus de 3 000 défauts de sécurité et de qualité. Cela vient en grande partie de ce que, pour réduire ses coûts, l'entreprise a préféré embaucher des sous-traitants bon marché mais peu qualifiés, quitte à négliger la sûreté. En France, les inspections signalent systématiquement que les problèmes viennent d'une « précipitation en dehors de tout processus de qualité ». Ces difficultés pourraient bien s'exacerber en Inde, où le coût des deux premiers réacteurs de Jaitapur est officiellement estimé à 32 000 crores (5,4 milliards d'euros) – soit moins de la moitié du coût de ces mêmes réacteurs aujourd'hui en Europe.

Le projet a déjà provoqué des conflits sociaux massifs. Le site proposé pour les réacteurs nucléaires de Jaitapur est un espace naturel de qualité bien préservé qui fournit la subsistance nécessaire à des producteurs de mangues et des pêcheurs locaux. Entre décembre 2009 et janvier 2010, NPCIL a officiellement saisi 938 hectares de terrain aux villageois. La compensation offerte de 3 roupies (5 centimes) par mètre carré était si basse qu'elle a été unanimement rejetée par les habitants. Les manifestations ont été sévèrement réprimées par la police, avec des centaines de personnes frappées et arrêtées.

Parmi les autres problèmes liés à ce projet figurent le manque de transparence et de consultation de la société civile, ainsi que des controverses sur une législation qui exempterait les entreprises étrangères de toute responsabilité en cas d'accidents et de contamination.

Depuis l'annonce du projet en 2009, les autorités indiennes ont déclaré que HSBC et quatre banques françaises (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis) fourniraient 3 à 4 milliards d'euros en prêts. Elles ont également déclaré que la Coface, l'agence de crédit à l'exportation française, fournirait la garantie nécessaire pour ces prêts.

Pour en savoir plus

Nuclear Banks, No Thanks

La version anglaise du briefing '*Nuclear Banks, No Thanks !*', comprenant toutes ses références, est accessible en ligne sur le site www.nuclearbanks.org

De plus amples informations concernant les projets controversés présentés dans l'étude sont également disponibles en ligne sur le site de BankTrack dans la section « *Dodgy deals* ».

Toutes ces informations sont régulièrement mises à jour.

BankTrack

BankTrack est un réseau international d'une trentaine d'Organisations Non Gouvernementales membres et partenaires analysant les activités et les investissements des grandes banques internationales, dans le but d'orienter le secteur financier vers le développement durable. BankTrack est coordonné à partir de son secrétariat basé à Nijmegen, aux Pays-Bas.

Les Amis de la Terre

Les Amis de la Terre est une association de protection de l'Homme et de son environnement. Créée en 1970, elle est membre de *Friends of the Earth International*, plus grand réseau écologiste mondial présent dans 72 pays avec 2 millions de membres.

La campagne des Amis de la Terre sur la finance a débuté en 1996 ; les Amis de la Terre travaillent sur les acteurs financiers privés depuis 2005. Les Amis de la Terre sont membres du réseau BankTrack.